
CONSEIL REGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

Jean HARDY

COMMUNICATION SUR LA DÉCENTRALISATION

EDUCATION

En matière d'éducation le gouvernement laisse mal augurer de la **décentralisation** qui pourrait être envisagée dans ce domaine. Il tourne le dos aux choix éducatifs, aux investissements humains et financiers qu'ils appellent, il fait le choix du répressif.

«Ouvrez une école, vous fermerez une prison», proclamait Victor Hugo.

Le gouvernement a décidé d'ouvrir des prisons ... alors que le budget de 2003 prévoyait 5 000 créations de postes d'enseignants dans le secondaire, Luc Ferry les a supprimés. Tandis qu'on s'inquiète de la montée des violences et de l'absentéisme dans les établissements scolaires le ministre a décrété la suppression de 5 600 emplois de surveillants et la disparition des 26 500 aides-éducateurs.

La sécurité dans les écoles serait mieux assurée, selon Jean-Pierre Raffarin, à coup de condamnations d'enfants à la prison que d'efforts éducatifs. On pourra évoquer «un libéralisme de maison d'arrêt».

«C'est toute une politique d'abandon de la priorité à l'éducation que nous dénonçons» expliquent les syndicats d'enseignants qui, unis ont appelé le 17 octobre à la grève.

Les personnels de l'éducation s'inquiètent avec juste raison des projets de décentralisation et nous avec eux. Où sont les garanties que l'école restera partout la même pour tous ?, que telle région - déjà affaiblie par le chômage - sera en mesure d'assurer cette charge et qu'enfin cette réforme chère à Jean-Pierre Raffarin ne masque pas la volonté de transférer vers les régions ces charges pour réduire encore l'effort éducatif ?

Dans les grandes entreprises, on allège ainsi les bilans en transférant des charges sur les filiales ... sauf qu'ici c'est d'enfants qu'il s'agit.

Le ministre de l'éducation nationale avait annoncé en novembre 2000 un plan de 5 ans qui prévoyait l'embauche de 185 000 enseignants, ces mesures suffisaient tout juste à pallier le départ en retraite de 40 % des professeurs d'ici 2010, sans répondre cependant aux besoins de faire reculer l'échec scolaire.

Le gouvernement peut-il longtemps rester sourd aux exigences de la jeunesse et hypothéquer l'avenir de notre pays? L'éducation et la formation comptent moins dans ses priorités qu'un nouveau porte-avions !

Avec la politique actuelle engagée par le gouvernement, il y a tout à craindre que la décentralisation se traduise par un transfert de responsabilités sans les moyens financiers indispensables au regard des besoins. Nous agissons avec tous les intéressés pour qu'une autre politique soit mise en œuvre.